



## Communiqué de presse

### **La Fédération CGT de l'éducation, de la recherche et de la culture appelle se mobiliser le 26 janvier et le 4 février.**

Depuis plus de 10 mois nos vies professionnelles et personnelles sont organisées ou désorganisées en fonction de la circulation du virus du Covid 19. Confinement, couvre-feu, limitation de déplacements et de regroupements, cours à distance, télétravail, s'enchaînent sans préparation avec des annonces très tardives et quasiment aucun moyen supplémentaires pour faire face aux aménagements permanents. Bien au contraire, la Loi de Programmation de la Recherche, les réformes du lycée, les dotations horaires se mettent en place à l'inverse des besoins des personnels, des jeunes et de l'intérêt collectif.

Alors que nous revendiquons des moyens pérennes pour la recherche publique, la gestion de la campagne de vaccination vient démontrer l'aberration d'un système qui soumet toutes les activités aux logiques de rentabilité. Le vaccin est breveté, approuvé, il est l'unique moyen de sauver des vies et de stopper la pandémie, mais on ne peut pas le produire partout dans toutes les entreprises équipées techniquement parce qu'il est la propriété de Pfizer, Moderna, ou autres multinationales dont l'objectif est de verser des dividendes aux actionnaires ! La situation est à ce point ubuesque que Sanofi, encore incapable d'avoir un vaccin au point, prépare un plan massif de licenciement... ! Cela pose clairement la question de l'appropriation publique de l'industrie pharmaceutique !

Le jeunesse se retrouve aujourd'hui au cœur de la crise. Crise sanitaire, mais aussi crise sociale et pédagogique.

Alors que le ministre de l'éducation et le gouvernement s'enorgueillissent de ne pas fermer les écoles, collèges et lycées dont ils jugent qu'ils ont une importance vitale, ils annoncent des moyens pour la rentrée 2021 très insuffisants. Le plan de relance gouvernemental ne prévoit pas un euro pour les établissements scolaires, les CFA, les universités, les CROUS ! Il y a pourtant urgence d'investir massivement, de recruter massivement, pour surmonter la crise et pour répondre aux besoins de la jeunesse.

Nos activités culturelles et sportives sont presque totalement à l'arrêt, mettant en lumière leur importance pour notre vie sociale et collective, notre émancipation. Le confinement puis le couvre-feu mettent en danger beaucoup d'associations et petites entreprises et les travailleurs et travailleuses de ces secteurs.

La crise économique à venir, la nécessaire transition écologique renforcent les besoins de formation et de qualification, pourtant aucune mesure n'est envisagée pour étendre les droits des salarié.es et des jeunes à se former. Le besoin de

planification de la formation ne peut s'accompagner que de la création d'un Service public national de la Formation professionnelle avec une mise en œuvre au niveau régional.

Il est urgent de revendiquer de meilleures conditions de travail, d'autres choix budgétaires, des augmentations de salaires, le développement des services publics, le maintien et le développement de l'emploi dans nos secteurs de l'éducation, de la recherche, du sport et de la culture !

*Montreuil, le 20 janvier 2021*